Motion sur l'implantation de l'UCO sur la ville de Niort.

L'argent public doit aller à l'université publique et non à celle privée qui fixe un lien marchand à l'éducation.

Le maire de Niort et Président de l'agglo, en donnant son accord et en facilitant l'implantation de l'UCO (Université Catholique de l'ouest) dans sa ville, avalise de facto une sélection par l'argent des étudiant-e-s puisque le coût de l'inscription varie entre 2900 et 6650 € par an, et favorise la mise en concurrence avec les formations proposées par les établissements publics. Il conforte l'expansion de l'enseignement de type religieux.

L'actualité montre combien l'état doit au contraire concentrer ses efforts sur le développement des services publics comme outils essentiels de cohésion sociale. C'est précisément la mission du service public d'éducation que de porter cela. L'argent public doit aider l'université publique à rayonner, en couvrant toutes les offres possibles d'enseignement, en développant une recherche d'avant-garde et en fournissant un enseignement de qualité, de façon ambitieuse et égalitaire.

Cette aide à l'implantation de l'UCO est un coup porté à l'Université Publique, aux Services Publics et l'enseignement gratuit. C'est un coup porté à la laïcité. C'est un coup porté à l'égalité.